
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 8 (1980)

DOI: 10.11588/fr.1980.0.50456

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

sa politique par des impulsions intérieures, par les nécessités de l'économie ou le caractère chaotique des institutions. Expliquer le déclenchement de la guerre en 1939 par les difficultés croissantes de l'économie (comme le fait William Carr), n'est-ce pas négliger le caractère général de la politique d'Hitler – une politique qui se dirigeait de manière de plus en plus risquée vers la guerre?

D'autre part, compte tenu qu'on interprète toujours les mêmes textes, la seule exégèse risque de devenir stérile. L'article de Jochen Thies constitue cependant une intéressante exception. Mais sa contribution montre que les visées mondiales d'Hitler résident plutôt dans sa philosophie générale et son idée de sa mission. Le mot ›programme‹, si souvent utilisé, évoque pourtant beaucoup plus. Il faudrait éventuellement recourir à la distinction que fait Dietrich Aigner entre ›programme politique‹ (un programme qui reste ›continental‹) et la ›vision prophétique‹. Au lieu de la notion du ›programme‹, la notion de ›lutte‹ est peut-être une meilleure approche pour la compréhension de la dimension mondiale de la politique d'Hitler. L'affrontement avec les Etats-Unis dont Hitler parle déjà très tôt s'inscrit dans sa philosophie de la lutte qui est inévitable et non dans un ›plan par étapes‹ par lequel il voulait atteindre la domination du monde. Mais dans une telle conception de la lutte, la distinction faite par les pays occidentaux entre paix et guerre, s'efface, la paix ne pouvant être pour Hitler qu'une pause dans un combat perpétuel. Le fossé qui sépare aujourd'hui ceux qui veulent expliquer le Troisième Reich par sa structure et ceux qui retiennent surtout le phénomène ›Hitler‹ semble insurmontable. Ce n'est finalement pas seulement la matière qui les éloigne, mais la conception des méthodes et la déontologie de la recherche historique.

Jürgen HEIMSOETH, Freiburg

Wolfgang MICHALKA, Ribbentrop und die deutsche Weltpolitik 1933–1940, München, Wilhelm-Fink-Verlag, 1980, 371 p.

(Veröffentlichungen des Historischen Instituts der Universität Mannheim, Band 6)

Une des contributions les plus importantes sur la politique extérieure du Troisième Reich, fondée sur une recherche exhaustive dans les archives allemandes et anglaises ainsi que sur une lecture minutieuse de la vaste littérature qui était à la disposition de l'auteur. L'ouvrage est caractérisé par la perspicacité de l'analyse et la clarté de l'exposé.

L'image traditionnelle de Ribbentrop est celle d'un carriériste, instrument servile d'Hitler et sans idées personnelles. En effet, son carriérisme et sa subordination à Hitler sont incontestables, mais M. Michalka nous prouve qu'il avait bien une conception politique à lui. Plus, pendant une certaine période, surtout entre 1937 et 1940, il réussit à influencer Hitler au point de changer quelques-unes des conceptions préconçues de ce dernier, notamment dans la question cruciale des relations anglo-allemandes. Ce n'est par la première fois que le valet parvint à suggérer des idées à son maître.

Sous la République de Weimar Ribbentrop fit une carrière réussie à la tête d'une maison d'importation et d'exportation de vins et s'intéressait aussi à la politique. Pendant des années il fut proche du «Parti Populiste» de Stresemann (qu'il connut apparemment personnellement). Il aspira surtout à la révision du Traité de Versailles. De sympathies monarchistes, mais nullement dogmatique et surtout pas antisémite – il avait des relations avec beaucoup de juifs – il n'eut pas de grandes affinités avec le National-socialisme et n'entra dans le parti que quand il était déjà puissant puisqu'il le considéra comme le seul rempart contre le danger communiste en Allemagne, mais probablement surtout par opportunisme. Entre août 1932 et janvier 1933 il arrangea des rencontres entre Hitler et des personnalités conservatrices, notamment von Papen

et le fils de Hindenburg. Ces entretiens aboutirent, comme on le sait, à l'accession du chef national-socialiste au pouvoir.

Hitler confia dès le début à Ribbentrop des charges et des missions diplomatiques importantes. Vite Ribbentrop devint son conseiller le plus écouté en matière de politique étrangère au détriment de plusieurs rivaux, notamment de l'idéologue national-socialiste Alfred Rosenberg. Il est inutile de retracer ici la carrière et les succès de Ribbentrop, la constitution de son Office (Dienststelle), son ambassade à Londres et sa nomination comme Ministre des Affaires Étrangères comme successeur de von Neurath.

Les objectifs de Ribbentrop en matière de politique étrangère s'apparentaient à ceux de l'impérialisme wilhelmien: expansion territoriale substantielle, néanmoins limitée, de l'Allemagne au-delà des frontières de 1914 (entre autres annexion de l'Autriche), hégémonie allemande sur le continent européen, notamment à l'Est et au Sud-Est, tout ceci complété par l'acquisition d'un Empire colonial étendu, principalement en Afrique. D'autres dignitaires du III^e Reich comme Schacht, Göring, Neurath, Bülow et de hauts fonctionnaires du Ministère des Affaires Étrangères (A.A.) poursuivaient, avec des variantes et parfois des moyens différents, des buts analogues. Le programme n'était donc point original et avait comme base des calculs de simple «politique de puissance». Il manquait les considérations idéologiques de Hitler qui voulait fonder un vaste Empire à base raciale avec un immense «Espace Vital» en Russie à coloniser et à germaniser – avant d'acquérir, beaucoup plus tard, des territoires outre-mer. Néanmoins, le Führer choisit Ribbentrop pour exécuter sa politique extérieure, de préférence au doctrinaire Rosenberg, avec qui il était largement d'accord mais qu'il jugeait peu apte à mener des négociations pratiques, pas suffisamment connaisseur des pays occidentaux et peut-être aussi plus difficile à contrôler.

Outre les idées générales sus-mentionnées, Ribbentrop n'avait pas de principes. Ainsi, il tâcha d'abord de gagner la neutralité (bienveillante) de la France et surtout l'appui de l'Angleterre pour ses desseins. Cette dernière puissance devint vite le centre de ses activités (ainsi que de l'intérêt de Hitler). Lors de la conclusion de l'accord naval anglo-allemand du 18 juin 1935, dont Ribbentrop fut le principal négociateur, il se crut un moment près du but. Mais peu après il gagna la conviction que la Grande-Bretagne n'était pas disposée à une alliance totale avec le Reich ni même à lui laisser les mains entièrement libres à l'Est. (Cette dernière impression fut peut-être trop sommaire). En ce qui concerne l'acquisition de colonies, un de ses buts essentiels, il était même sûr qu'elle s'y opposerait. En été 1936 il accepta encore à la demande de Hitler le poste d'ambassadeur à Londres, mais après l'abdication du roi pro-allemand Edouard VIII, il désespéra définitivement de l'Angleterre et évolua très vite vers une position anti-britannique extrémiste. Dans son rapport final de Londres fin 1937 – début 1938 il souligna que l'Allemagne ne pourrait atteindre ses objectifs que contre la Grande Bretagne. C'est pourquoi le Reich devait tisser un réseau étanche d'alliances afin de faire reculer cette dernière.

Hitler n'alla pas tout à fait aussi loin. Déçu lui aussi des réactions d'outre-manche à ses ouvertures, il crut dorénavant nécessaire de réaliser son programme sans – mais pas contre – l'Angleterre. Il ne désespéra pourtant jamais d'obtenir encore un jour son soutien. Toutefois, cet appui lui parut moins indispensable qu'auparavant, car après l'affaire d'Éthiopie notamment il eut l'impression d'une puissance britannique faible et en déclin dont l'alliance eut peu de valeur. Cependant, les arguments de Ribbentrop l'influencèrent à un tel degré qu'il le nomma Ministre des Affaires Étrangères. – Le nouveau chef de la diplomatie allemande partit de l'axiome que la guerre avec la Grande Bretagne était inévitable. Le paradoxe est que justement à ce moment-là, en 1938, la politique anglaise dite d'apaisement atteignit son apogée, comme devaient le montrer d'abord l'éviction d'Eden puis l'accord de Munich. Ribbentrop n'y vit qu'une manoeuvre pour gagner du temps jusqu'à ce que l'Angleterre eût complété son réarmement, ce qui fut une erreur grossière de jugement. A notre avis le gouvernement de Neville Chamberlain était en effet prêt à consentir à une expansion allemande à l'Est – jusqu'à

une certaine limite et sous certaines conditions. La politique britannique avait toujours comme axiome »l'équilibre entre les puissances« (Balance of Power) sur le continent européen: entre la France et l'Allemagne à l'Ouest, entre cette dernière et la Russie (de préférence non-bolchéviste) à l'Est. Or, ceci Hitler ne voulait pas admettre. A ses yeux le partage des sphères d'influence, au moins dans un premier stade, devait être global: le continent européen tout entier à l'Allemagne sans ingérence aucune, la suprématie maritime et outre-mer à la Grande Bretagne. C'est pourquoi il fut même mécontent de la »médiation« britannique dans l'affaire des Sudètes qui aboutit à l'accord de Munich, qu'il considéra comme un compromis médiocre. Dans ce sens il faut comprendre ses paroles à Sarrebruck à peine une semaine plus tard: »l'Allemagne n'a pas besoin d'une gouvernante anglaise.«

Ribbentrop sut bien exploiter le mécontentement de son maître. Dès 1938 il mit les jalons d'une alliance anti-britannique globale. Il fit même des ouvertures à la France en vue d'un rapprochement à condition qu'elle se désintéressât de l'Europe de l'Est et se concentrât sur son Empire. Ici il ne fut pas suivi par Hitler qui n'abandonna jamais son dessein d'»écraser« la France. Par contre, en plein accord avec le dictateur il oeuvra pour le resserrement de la coopération italo-allemande, déjà étroite depuis la création de »l'axe Rome-Berlin«. En même temps (fin 1936) il avait conclu avec le Japon le pacte anti-Komintern qui était dans une large mesure son oeuvre personnelle. Un an plus tard, en novembre 1937, avec l'adhésion de l'Italie, ce pacte devint davantage dirigé contre l'Angleterre (et indirectement contre les États-Unis) que contre l'U.R.S.S. Ribbentrop déploya tous les efforts afin de la transformer en une véritable alliance militaire anti-britannique, mais en 1939 le Japon hésitait encore. Déçu, il se contenta du »Pacte d'Acier« avec l'Italie. Il se tourna aussi vers l'U.R.S.S. contre laquelle personnellement il ne nourrissait pas de desseins agressifs. Il sut surmonter temporairement les réticences de Hitler et parvint à signer le pacte germano-soviétique de non-agression (et en fait de coopération). Une semaine plus tard ce fut l'attaque contre la Pologne. Hitler fut peut-être surpris par la déclaration de guerre franco-britannique, mais Ribbentrop s'y était attendu et avait pris le risque. Avec le Führer il porte plus que tout autre homme politique la responsabilité de la grande catastrophe de la Deuxième Guerre Mondiale.

Cependant, Ribbentrop ne désespéra pas du Japon qui finalement, impressionné par les victoires de l'Allemagne à l'Ouest en été 1940, se prêta à ses desseins, c'est à dire à l'alliance militaire tripartite du 27 septembre 1940 avec l'Allemagne et l'Italie. Non content de cela, Ribbentrop aspira au »quadrilatère politique mondial« Rome-Berlin-Moscou-Tokyo avec le but de partager l'Empire britannique et de neutraliser les États-Unis. Il s'efforça de gagner Molotov, lors de sa visite à Berlin en novembre 1940, à ce plan, mais le Ministre soviétique, réticent, se déroba. En vérité, Ribbentrop avait perdu la partie quatre mois plus tôt quand Hitler avait, immédiatement après la défaite de la France et avant même l'offensive aérienne contre l'Angleterre, donné l'ordre de préparer les plans d'agression contre l'U.R.S.S. Il avait toujours considéré le pacte germano-soviétique comme provisoire et espéré s'accommoder finalement avec l'Angleterre. Sa persistance dogmatique dans son dessein de conquérir »l'Espace Vital à l'Est« contrastait avec la politique purement pragmatique de son Ministre des Affaires Étrangères. Avec le début de la guerre germano-soviétique l'influence de celui-ci déclina. Ses efforts ultérieurs (ainsi que ceux de Goebbels) d'amener son maître à envisager des pourparlers en vue d'une paix séparée avec l'U.R.S.S. n'aboutirent pas. Hitler resta fidèle à son programme et mena l'Allemagne à sa ruine.

M. Michalka nous montre d'une manière convaincante que Ribbentrop, malgré sa servitude envers Hitler, avait ses idées propres et sut influencer son maître, voire le pousser à des positions extrémistes. Il reste qu'il fut un homme politique très médiocre, superficiel, irresponsable et tout d'abord carriériste. Il ignorait les véritables réalités internationales et avait des jugements faux sur les mentalités qui prévalaient dans les autres pays. Sa conception politique était primitive. Ainsi son hostilité envers l'Angleterre n'avait aucun fondement idéologique, con-

trairement à celle des partisans d'une Fédération des pays du Continent Européen dégagée de l'influence des puissances anglo-saxonnes. Sa position impérialiste »wilhelmienne« coïncide avec celle d'autres personnalités. Mais chez Schacht notamment celle-ci correspond à une »logique capitaliste« et est beaucoup plus sérieuse. Le grand argentier du Reich voulait réaliser ses dessins en accord avec les puissances occidentales, surtout avec le monde anglo-saxon, et à tout prix éviter une guerre dont il savait que l'Allemagne la perdrait – tandis que Ribbentrop précipita la catastrophe. Une monographie sur la conception politique de Schacht, analogue à l'ouvrage de M. Michalka, serait indiquée.

En effet notre auteur arrive à la conclusion bien fondée que ce n'est pas Hitler seul qui compte. Certes, le Führer poursuivit avec tenacité son programme et en dernier ressort ce fut toujours lui qui décida. Mais même au III^e Reich il y eut une pluralité des conceptions dont quelques unes eurent un impact, au moins partiel, sur Hitler. Celui-ci fut une espèce de »lieu géométrique« de tous les courants nationalistes et impérialistes en Allemagne de la fin du XIX^e et du XX^e siècle. Tous ces courants et leurs représentants exigent un examen approfondi pour la compréhension de la politique national-socialiste. Avoir suggéré et souligné la nécessité de se libérer de »l'hitléro-centrisme« qui prédomine dans une certaine historiographie est un grand mérite de M. Michalka.

Charles BLOCH, Paris

Patrick VON ZUR MÜHLEN, »Schlagt Hitler an der Saar!«, Abstimmungskampf. Emigration und Widerstand im Saargebiet 1933–1935, Bonn (Verlag Neue Gesellschaft) 1979, 280 p.

Le traité de Versailles, on le sait, avait détaché de l'Allemagne le territoire de la Sarre: une Commission de gouvernement relevant de la Société des Nations devait l'administrer jusqu'à l'échéance d'un plébiscite prévu pour 1935. Des travaux antérieurs, notamment celui de Maria Zenner (*Parteien und Politik im Saargebiet unter dem Völkerbundregime*, Saarbrücken, 1966) ont déjà analysé la vie politique au temps du statut international. Dans ce pays d'ancienne industrialisation mais de forte tradition catholique, l'essor du syndicalisme chrétien avait soutenu la prépondérance du Zentrum. A gauche, comme dans le bassin houiller voisin de Lorraine, le parti communiste avait pris l'avantage sur le parti socialiste. La droite, puissante avant 1914 par l'appui patronal, avait beaucoup perdu de son influence et le national-socialisme n'obtenait qu'une audience restreinte (7% des voix en 1932 contre 25% dans le Reich). Tous les partis s'accordaient à rejeter l'éventualité d'un rattachement à la France et à proclamer leur volonté de rejoindre le moment venu la patrie allemande. Mais le passage de celle-ci sous le totalitarisme nazi perturba tout à coup une situation d'attente paisible: Patrick von zur Mühlen, collaborateur scientifique de la fondation Friedrich Ebert, consacre à la crise qui en résulte une étude intéressante, et nourrie d'informations: centrée sur l'attitude de la population sarroise, elle demeure seulement un peu trop allusive sur le comportement des gouvernements allemand et français. Mais elle suscite des réflexions de portée générale.

On peut aussi comparer l'action des nazis à celle qu'ils mènent à Dantzig et dans les Sudètes: il s'agit de rallier la population dans des territoires de statut étranger, où le parti ne peut pas mettre à son service l'appareil d'Etat comme dans le Reich. Il se comporte certes sans scrupule, employant la violence physique contre ses adversaires et intimidant les hésitants par des menaces que le résultat prévisible du plébiscite rend fort efficaces. Mais il recourt davantage encore à des méthodes proprement politiques: au déchaînement d'une propagande disposant de moyens considérables, au débauchage individuel de dirigeants ambitieux ou égarés et surtout ici à des manoeuvres de séduction auprès des autorités catholiques. On ne saurait surestimer les effets de l'engagement de l'évêque de Trèves, Mgr Bornewasser, dont relèvent la plupart des prêtres